

Unité départementale du Littoral
24 Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GPMD Ex SEA BULK QPO

6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest
Port 6050 - BP 100
59279 Loon-Plage

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\GPMD_ Ex SEA BULK
QPO_Loon_Plage_0007002602\2_Inspections\2024 09 03 déchets de charbon
Code AIOT : 0007002602

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 dans l'établissement GPMD Ex SEA BULK QPO implanté 6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest Port 6050 - BP 100 59279 Loon-Plage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GPMD Ex SEA BULK QPO
- 6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest Port 6050 - BP 100 59279 Loon-Plage
- Code AIOT : 0007002602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, historiquement exploité par la société SEA BULK, dispose des installations permettant de réceptionner les grands navires vraquiers (160 000 tonnes), de les décharger, de stocker les produits avant réexpédition par voies routière, ferrée ou par voie d'eau vers des industriels sidérurgistes et utilisateurs de charbon pour la production d'énergie du Nord de la France, de la Lorraine et de l'Allemagne. Le site comporte notamment : • une zone de stockage «bord à quai» de 19500 m² pour les pondéreux réexpédiés par camion, • une zone de pré-stock de 19000 m² qui permet d'absorber le déchargement des navires en cas d'indisponibilité des convoyeurs, • une zone de stockage à rotation de courte durée constituée de 4 parcs (P1 à P4) et d'un parc annexe, • des engins de manutention : • 3 portiques pour le déchargement des navires et la reprise des produits en pré-stock, • 1 appareil de chargement des barges et péniches, • des stations de chargement wagons. Le site est régulièrement autorisé pour un dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses relevant de la rubrique 4801 (3200000t). Il est également enregistré au titre des rubriques 2517, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées et pour une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes dont le volume de stockage est supérieur à 1 000 m³ au titre de la rubrique 2716. Depuis le 1er décembre 2022, l'exploitation de la majorité de l'activité a été reprise par le Grand Port Maritime de Dunkerque hormis les activités relatives à la rubrique 2716. Dans le cadre de l'arrivée de nouveaux industriels au Sud du QPO, le GPMD a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet la réduction d'emprise de ses activités en juillet 2024.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 5.1.5	Mise en demeure, déchets	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des déchets et résidus	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 5.1.3	Sans objet
2	Conditions d'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 5.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que des opérations d'enlèvement des boues de décantation ainsi que des déchets charbonneux avaient été réalisées. Les documents transmis a posteriori

attestent de leur élimination dans des filières agréées.

Pour autant, le parcours du site ainsi que les résultats des analyses de fond de fouille mettent en évidence l'inachèvement des opérations d'évacuation des déchets, raison pour laquelle une mise en demeure est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets et résidus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Lors de l'inspection l'enlèvement des déchets excavés avait été réalisé. Le rapport de fin de travaux transmis à la DREAL le 27/09/2024 identifie le point de stockage temporaire avant enlèvement. Ce constat ne porte que sur les déchets évacués (voir point de contrôle n°3 du présent rapport)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Le rapport de suivi des travaux adressé le 27/09/2024 à l'inspection comporte les certificats d'acceptation préalable émis par la plateforme de transit et traitement des déchets non dangereux inertes et non dangereux non inertes Verdipole ainsi que les bordereaux de suivi des déchets associés. Ce constat ne porte que sur les déchets évacués (voir point de contrôle n°3 du présent rapport)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.
Constats : Dans le cadre de la réduction d'emprise du QPO un Porter-à-Connaissance (PAC) a été transmis à Monsieur le Préfet du Nord le 19 juillet 2024. L'analyse des documents, notamment les analyses de sols, a permis de constater la présence, d'une part, de boues de décantation (liées au déversement d'eaux polluées constaté lors de notre inspection du 17 novembre 2023), ainsi que, d'autre part, de déchets charbonneux enfouis sous une couche de terre végétale. Par transmission du 31 juillet 2024 l'Inspection indiquait au Grand Port Maritime de Dunkerque que, faute de conformer aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation, et d'évacuer ou d'entreposer de façon sûre l'ensemble des déchets identifiés, une mise en demeure serait proposée. En réponse, l'exploitant s'était engagé à évacuer et à entreposer sur la partie Est du parc 2 du QPO l'intégralité des déchets identifiés au plus tard le 31 août 2024. Lors de l'inspection il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">• l'excavation d'une zone de remblais charbonneux sur une surface d'environ 500 m² ;• une dépression linéaire au droit du fossé consécutive à l'enlèvement des boues de décantation. L'exploitant a par la suite transmis les bordereaux d'évacuation des déchets associés. Il a par ailleurs été constaté des résidus de déchets charbonneux au droit de la surface excavée (en morceaux) ainsi qu'en profondeur en dessous d'une couche de terre végétale au niveau de différents sondages). Une planche photographique est jointe en annexe 1. Le rapport de fin de travaux confirme que seule une partie des déchets charbonneux mis en évidence dans le porter-à-connaissance précité a été évacuée. En particulier, aucune action n'a été menée sur la partie restant dans l'emprise du QPO. En outre, les analyses de fond de fouille au droit du fossé mettent en évidence des concentrations en hydrocarbures du même ordre que celles constatées dans le PAC. L'enlèvement des déchets n'a donc pas été réalisé intégralement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Évacuer le reste des déchets charbonneux et des boues de décantation encore constatées sur le site, y compris dans la partie restant dans l'emprise du QPO.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 2 mois